



Le 16 juin 2014

amendement

Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur, Madame,

L'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA) est l'agent négociateur qui représente plus de 5 600 employés permanents et 2 900 employés temporaires de la Société canadienne des postes. Notre unité de négociation se compose à 95 % de femmes qui travaillent dans des bureaux de poste des régions rurales et dans des collectivités où les emplois valorisants se font rares.

L'ACMPA croit qu'étendre le service postal universel à travers le Canada est essentiel à la survie des collectivités rurales et que la Société canadienne des postes a une obligation d'intérêt public de servir toutes les adresses canadiennes, plus particulièrement celles des régions rurales du Canada.

Le 11 décembre dernier, Postes Canada, avec la bénédiction du gouvernement actuel, a lancé son Plan d'action en cinq points. Ce plan a été dénoncé par la communauté des affaires, les médias, les groupes de travailleurs, les groupes sociaux et les groupes d'intérêts spéciaux, plusieurs Canadiens, les partis politiques et même certains députés conservateurs.

L'ACMPA ainsi que le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) croient que le succès et la viabilité à long terme de la Société canadienne des postes reposent sur la réintroduction de la banque postale.

Partout dans le monde, des administrations postales ont introduit les banques postales. Bien que les résultats soient variés, elles sont toutes devenues une source de revenus essentielle et elles ont permis aux administrations postales de ces pays de compenser les pertes d'exploitation subies dans d'autres secteurs de leur entreprise. Ceci a aussi contribué à la modernisation de leurs infrastructures. Dans plusieurs cas, l'introduction des banques postales leur a même permis de remplir et même parfois d'élargir leur mandat social. Postes Canada a fait une étude approfondie sur la Banque postale de 2009 à 2011. L'ACMPA a reçu une copie de l'étude et bien que plus des deux tiers de l'étude a été rédigée, il est apparu que Postes Canada croit en l'opportunité d'une Banque postale. Selon leurs propres termes, c'est une « proposition gagnant-gagnant ».

Au Canada, on estime que 900 000 Canadiens n'ont pas accès à une banque. Plusieurs de ces personnes sont obligées d'avoir recours aux services de compagnies de financement prédatrices, telles Money Mart, Zippy, Wonga, et autres. Une banque postale constituerait non seulement une proposition gagnant-gagnant pour la Société, mais compte tenu du mandat social, elle pourrait venir en aide aux Canadiens qui n'ont pas accès ou un accès limité aux banques, en améliorant leurs conditions de vie de leurs états déplorables de survie actuels. Tout comme la poste en France, en Italie, en Grande-Bretagne, en Nouvelle-Zélande et autres, nous

estimons qu'une banque postale de la Société canadienne des postes devrait avoir un mandat social de venir en aide aux populations qui ont un accès limité aux services bancaires.

Nous ignorons le montant des frais de service et des frais usuraires payés par ces 900 000 Canadiens à ces compagnies mal réglementées. Toutefois, nous savons qu'aux États-Unis, l'année dernière seulement, 68 millions de citoyens ayant un accès limité aux services bancaires ont payé 89 milliards de dollars de frais. Vous n'ignorez certes pas que cet argent aurait pu servir à loger, nourrir et habiller plusieurs travailleurs à faibles revenus.

Malgré le grand nombre de réductions et de fermetures au cours des deux dernières années, la Société canadienne des postes détient toujours le plus important réseau de vente et distribution au détail parmi toutes les entreprises canadiennes. Sa marque de commerce est reconnue et est synonyme de confiance presque universellement. Pour ajouter à son mandat social, une banque postale de Postes Canada pourrait réintroduire une institution financière à plus de 2000 collectivités rurales et isolées du Canada qui ne bénéficient actuellement pas des services d'une institution bancaire. Une banque postale pourrait constituer le moteur de revitalisation des régions rurales du Canada mis en place par le gouvernement fédéral, et contribuer à l'implantation de nouvelles industries et de nouveaux commerces dans ces collectivités.

Nos membres ainsi que les citoyens du Canada sont préoccupés par les efforts du gouvernement actuel de démanteler cet unique réseau de vente et distribution au détail et des impacts négatifs sur leur vie. L'ACMPA entend participer comme jamais auparavant aux prochaines élections de 2015.

En gardant ce qui précède à l'esprit, nous vous demandons respectueusement votre position par rapport à :

- la conservation des bureaux de poste appartenant à l'État dans les régions rurales du Canada
- l'accroissement des produits et services dans les comptoirs postaux, incluant les services bancaires et financiers
- l'accroissement des services gouvernementaux en utilisant le réseau postal rural.

En préparation pour l'élection de 2015, nous désirons communiquer à nos membres et aux citoyens des régions rurales du Canada les positions de nos alliés politiques. Dans le respect de la devise de l'Association, nous allons fortement encourager les Canadiens à voter « **pour construire et non pas pour détruire** ». Nous espérons sincèrement pouvoir compter sur vous et sur votre parti.

Sincèrement,

La présidente nationale, ACMPA

Originale signée par :

Brenda McAuley